

Ersöz: une affaire claire

Ayant pu prendre connaissance de l'avis de la "commission consultative pour la protection internationale", le woxx se trouve réconforté: notre hypothèse, formulée dès le début de cette affaire, que Zübeyde Ersöz représente un cas, pour ainsi dire exemplaire, d'une personne victime de persécutions dans son pays d'origine pour des raisons politiques, vient d'être confirmée à l'unanimité des membres de cette commission qui avise toutes les demandes d'octroi de statut de réfugié. Ce qui est cependant moins "exemplaire" est le fait que cette commission n'ait été saisie qu'en juillet 2006, donc après un séjour prolongé de la requérante à Schrassig, dans des conditions de détention très humiliantes. La commission a jugé que Zübeyde Ersöz "craint avec raison d'être persécutée du fait de ses opinions politiques dans son pays et qu'il n'existe pas de raisons sérieuses de penser qu'elle s'est rendue coupable des crimes ou des agissements visés à l'article 1er, section F de la Convention [de Genève]". C'était cet article qu'avait invoqué le ministre des affaires étrangères, Jean Asselborn, pour exclure, le jour de sa demande d'asile, Zübeyde Ersöz de la procédure. Cette réaction prématurée a manifestement causé du tort à la demanderesse, dont le dossier ne fût tout simplement plus instruit. Sans cette erreur d'appréciation, son séjour aurait probablement pu être raccourci.

www.astridlulling.com

Endlich wagt es jemand, der journalistischen Terrorherrschaft des Feierkrop die Stirn zu bieten: Die Europaabgeordnete Astrid Lulling scheint wild entschlossen, jeglichen Schmähungen ihrer Person konsequent entgegenzutreten. Doch anders als von mancher Heuluse in der Vergangenheit praktiziert, rennt Lulling nicht etwa zum Gericht, sondern bedient sich dabei ihres Video-Blogs. Dort lehrt sie den Schlafmützen vom Krop kräftig Mores - und ist dabei nicht weniger unterhaltsam als ihre Kontrahenten. Bestürzt musste die woxx-Redaktion jedoch feststellen, dass das Minette-Schlachtross längst nicht die verdienten Zuschauer findet. So wurde auf den Beitrag "Alzheimer2" vor uns nur ein einziges Mal zugegriffen. In dieser Performance wehrt sie sich gegen erneute Vorwürfe des Feierkrop, sie werde von der Pharmaindustrie geschmiert. Eine effiziente Forschung zur Bekämpfung von Alzheimer sei dringend nötig, so Lulling. Den Krop-Leuten sei dagegen erst geholfen, falls künftig mal ein Medikament gegen Dummheit und Hinterlist zu erwerben sei. Autsch!

Eingetütet

Vor einigen Wochen wurden die auf Limpertsberg aufgestellten Straßenschilder, die das Radfahren gegen die Fahrtrichtung in Einbahnstraßen regeln, kurzfristig in Tüten gepackt. Das neue Fahrrad-Konzept, das anlässlich der Mobilitäts-Woche medienwirksam eingeführt wurde, war unter anderem auf Kritik des Stadtschöffen René Kollwelter gestoßen, der monierte dass dessen Einführung durch ein "règlement d'urgence" illegal sei. Auch sei es zu gefährlich, ohne abgesicherte Radwege Menschen gegen die Einbahnrichtung fahren zu lassen. Die Argumentation in diesem Dossier verlässt teilweise die sachbezogene Ebene: So kritisiert Kollwelter gegenüber der woxx die "Mediengeilheit" des François Bausch. Dieser wehrt sich gegen die Polemik und weist darauf hin, dass der Schöffenrat am 18. Juli offiziell über das Projekt Limpertsberg informiert habe und dass im Vorfeld Gelegenheit bestanden habe, Kritik zu üben. Das Argument der Gefährlichkeit lässt Bausch nicht gelten: Erfahrungen aus 115 deutschen Städten hätten gezeigt, dass nur 0,4 Prozent der Unfälle auf Radfahren gegen die Einbahnrichtung zurückzuführen wären. Auch hätte der Vorwurf der Illegalität wegen dem "règlement d'urgence" bereits bei anderen Projekten kritisiert werden können, die Kollwelter selbst unterstützt habe. "Falls wir das übliche Verfahren gegangen wären, über die Ministerien - dann hätten wir in zehn Jahren noch keine Radwege", so Bausch. Obwohl das Konzept nun nachträglich dennoch diesen bürokratischen Weg geht, wäre es an der Zeit, über schnellere Genehmigungsprozeduren nachzudenken.

La commission consultative des droits de l'Homme vient d'aviser le projet de loi 5572 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers et transposant des directives européennes. Membre de cette commission, Olivier Lang expose ses doutes quant à une législation qui ne prend pas assez en compte les droits fondamentaux des réfugiés.

(photo: Christian Mosar)



REFUGIES

"Viser les réseaux de trafic d'humains, pas les humanistes"

woxx: Le projet de loi que vous avez avisé veut rendre la vie dure aux personnes qui s'adonnent au trafic de réfugiés. N'est-ce pas une bonne nouvelle?

Olivier Lang: C'est bien sûr une bonne nouvelle mais il est nécessaire que cette lutte se fasse dans le respect des droits fondamentaux des migrants. L'objet des quatre directives transposées, c'est la lutte contre l'immigration clandestine. Le système instauré par la convention de Schengen, est effectif au Luxembourg depuis 1995 et sanctionne les transporteurs qui débarquent sur le territoire des étrangers à qui l'entrée et le séjour seront finalement refusés. La sanction des transporteurs a une triple nature; l'obligation d'assurer les frais de séjour de l'étranger s'il n'a pas lui-même les moyens de le faire, l'obligation de les ramener d'où il vient ou ailleurs où il sera admis et, finalement, les transporteurs seront condamnés à s'acquitter d'une amende.

Quels sont donc les changements que le projet de loi apporte?

Le projet de loi que la CCDH a avisé transpose la directive qui complète ce dispositif en sanctionnant désormais les situations où l'étranger se trouve en transit sur le territoire. Les auteurs du projet profitent de la transposition pour multiplier le maximum des amendes aux transporteurs par trois. Même si à la fin, ils ne seront pas sanctionnés si l'étranger qu'ils ont laissé entrer sur le territoire obtient finalement un droit de séjour, vont-t-ils cependant prendre le risque de l'embarquer tout en sachant qu'ils pourront devoir payer jusqu'à 4.000 euros d'amende par passager illégal? Ce qui est grave, c'est qu'un réfugié puisse se voir refuser d'embarquer, alors que s'il avait eu cette possibilité, il aurait peut-être finalement obtenu l'asile. L'appréciation du bien fondé des raisons qu'il aurait présentées à l'appui

de sa demande d'asile sera finalement laissée aux transporteurs qui évalueront la situation du migrant - a-t-il des chances d'obtenir l'asile? - et le risque économique qu'ils prennent s'ils décident de l'embarquer. Et en multipliant le risque d'amende par trois, de combien fait-on peser la décision?

Vous incriminez un autre point du projet de loi, à savoir les sanctions encourues par les personnes qui aident au séjour de personnes en situation irrégulière.

C'est une critique que l'on peut faire depuis 1995. Déjà à l'époque, la convention de Schengen ne prévoyait que la sanction de l'aide à l'immigration clandestine apportée "à des fins lucratives". Le parlement avait cependant décidé de sanctionner cette aide apportée "même à titre gratuit", celle que l'on apporte, poussé par des raisons ou impulsions humanitaires pour aider quelqu'un en détresse. Schengen visait les réseaux de trafics humains, pas les humanistes. Une des quatre directives transposées a vocation à compléter ce dispositif dans le même esprit en demandant aux Etats membres de sanctionner désormais l'aide au transit irrégulier, tout en leur laissant clairement la possibilité de ne pas sanctionner l'aide à l'immigration clandestine lorsque "ce comportement a pour but d'apporter une aide humanitaire". Les auteurs du projet de loi initial avisé par la CCDH n'ont pas pris cette option et ils ont décidé de continuer à sanction-

ner l'aide "même à titre gratuit" et ont en plus introduit l'incrimination de tentative d'aide. Le projet de loi reste certes conforme à la directive, mais il constitue au sens de la CCDH une entrave au droit fondamental d'un migrant de pouvoir demander une protection internationale. La CCDH est d'autant plus préoccupée par la décision des auteurs que la directive leur laissait véritablement le choix. La commission parlementaire des affaires étrangères et européennes, de la défense, de la coopération et de l'immigration a bien vu le problème et vient de soumettre au Conseil d'Etat des amendements au texte. Mais l'amendement qu'elle propose sur ce point est insuffisant, car si l'aide au séjour irrégulier n'est plus sanctionnée lorsqu'elle n'est pas apportée à des fins lucratives, l'aide à l'entrée et au transit ainsi que leur tentative le restent.

Vous avez également critiqué l'absence de cadre juridique concernant la décisions d'éloignement des personnes en situation irrégulière.

C'est certainement ce qu'il y a de plus grave. Le Luxembourg n'est doté d'aucune réglementation encadrant les modalités de mise en oeuvre d'une décision d'éloignement du territoire. C'est une situation déplorable dans un Etat de droit. Il n'existe aucune limite imposée aux autorités chargées de reconduire "par la force" des étrangers en situation irrégulière qu'on aura décidé d'éloigner. Qu'en est-il de leur droit à l'inviolabilité de leur

domicile, plus généralement de leur droit à la vie privée, de leur droit à la liberté individuelle puisqu'ils seront appréhendés, voire entravés? La convention européenne des droits de l'Homme impose que toute restriction à ces droits soit encadrée par la loi. Le droit à la vie n'est quant à lui susceptible d'aucune restriction. Nous nous souvenons tous de cette femme morte d'étouffement qu'on avait voulu empêcher de crier pendant son éloignement du territoire belge. Le Luxembourg ne peut pas se permettre de rester dans ce vide juridique.

Mais pourquoi le gouvernement n'agit-il pas en la matière au lieu d'essayer de trouver toujours des petits arrangements ad hoc?

Je ne sais pas pourquoi. Je ne vois pas pourquoi il serait difficile d'élaborer un texte qui encadrerait la mise en oeuvre de décisions d'éloignement. Il serait simple de spécifier les pratiques auxquelles on ne peut avoir recours. En matière pénale par exemple, la loi prévoit, en accord avec la Convention européenne des droits de l'Homme, que l'inviolabilité du domicile n'est pas absolue et que les forces de l'ordre peuvent y pénétrer dans certaines conditions et pendant certaines heures de la journée.

Cet été, des personnes ont été expulsées vers le Monténégro et le Kosovo. De l'aveu même du gouvernement, leur sécurité ne pouvait pas être garantie à cent pour cent.

Une personne dont la vie est en danger dans son pays d'origine l'aura fui la plupart du temps dans la hâte et n'aura pas pensé à emporter avec elles les preuves de l'existence de ce danger. Dans certaines situations, par nature, certaines persécutions ou atteintes graves ne peuvent être prouvées. Le droit luxembourgeois ne se contente malheureusement pas souvent de la seule bonne foi d'un réfugié et si la personne ne réussit pas à prouver les sévices et persécutions qu'elle risque dans son pays, elle sera déboutée de sa demande et la machine administrative continuera son travail.

Entretien: David Wagner

Olivier Lang

Après l'obtention de sa maîtrise en droit à l'université de Strasbourg, l'avocat Olivier Lang est assermenté au Luxembourg en 1998. L'intérêt particulier qu'il porte aux questions des droits humains le conduit naturellement à intégrer en 2004 la commission consultative des droits de l'Homme (CCDH). En tant que membre du réseau européen académique pour les études sur l'immigration et l'asile "Odysseus", son engagement dépasse les frontières nationales.